



La Chambre des représentants des États-Unis propose un projet de loi visant à défaire l'OMS, le WEF et les programmes de « mésinformation »

Le projet de loi de crédits de l'année fiscale 2024 pour l'État, les opérations étrangères et les programmes connexes [State, Foreign Operations, and Related Programs Appropriations Bill] du Comité des crédits de la Chambre des représentants des États-Unis réduirait également les fonds alloués à l'Institut de virologie de Wuhan, à l'Alliance ÉcoHealth et à la recherche sur les gains de fonction.

Par [Michael Nevradakis](#)

Mondialisation.ca, 08 juillet 2023

[The Defender](#) 30 juin 2023

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Le Comité des crédits de la Chambre des représentants des États-Unis a proposé de réduire entièrement le financement public de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans le cadre de sa proposition de budget pour l'[année fiscale 2024](#).

Cette proposition a été incluse dans le projet de loi de crédits de l'année fiscale 2024 pour l'État, les opérations étrangères et les programmes connexes [[Fiscal Year 2024 State, Foreign Operations, and Related Programs Appropriations Bill](#)], publié le 22 juin. Selon le [communiqué de presse du comité](#), les propositions visent à « réduire les dépenses pour les activités et les programmes non prioritaires ».

Le projet de loi prévoit également l'interdiction du financement de l'[Institut de virologie de Wuhan](#), de l'[EcoHealth Alliance](#) et de la [recherche sur le gain de fonction](#), la fin de la participation du gouvernement américain au [Forum économique mondial](#) (WEF) et l'interdiction des programmes de « mésinformation » et de « désinformation » du gouvernement.

Il n'est pas certain que l'une ou l'autre des réductions proposées soit adoptée, car le projet de loi doit parcourir un long chemin au Congrès.

Le représentant Ralph Norman (R-S.C.), l'un des membres du Congrès les plus farouchement opposés à l'implication des États-Unis dans l'OMS, a déclaré au [Defender](#) que les propositions du comité des crédits étaient un signe positif, mais qu'il fallait aller plus loin.

« J'avais écrit une lettre au président de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, pour qu'il aille de l'avant et qu'il réduise le financement de l'OMS dans les crédits et dans son rôle de président de la Chambre », a déclaré M. Norman. « Je suis heureux de voir qu'il a été adopté par le comité des crédits, mais nous devons le suivre jusqu'au bout pour nous assurer qu'il est adopté. »

Dans sa [lettre du 10 mai à M. McCarthy](#), M. Norman a déclaré que la première étape « pour éviter les conséquences inacceptables de ce qui se prépare avec l'Organisation mondiale de la santé » est « de mettre fin au financement américain de l'OMS, qui représente une [contribution annuelle d'environ 700 millions de dollars](#) ».

Dans une lettre distincte adressée le 24 mai au [député Michael McCaul](#) (R-Texas), président du [comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants](#), M. Norman a exhorté le comité « à effectuer un contrôle et à envisager l'adoption d'une législation concernant l'implication des États-Unis » dans l'OMS.

Plusieurs experts médicaux et juridiques qui se sont entretenus avec le Defender et qui se sont ouvertement opposés à la proposition de [traité de l'OMS sur les pandémies](#) et aux amendements au [Règlement sanitaire international](#) (RSI) ont également décrit le projet de loi comme un développement positif.

Le Dr Kat Lindley, présidente du Global Health Project et directrice du [Global Covid Summit](#), a déclaré que le projet de loi était « un pas dans la bonne direction – probablement pas assez, mais je les félicite d'avoir essayé ».

[Francis Boyle, J.D., Ph.D.](#), professeur de droit international à l'université de l'Illinois et expert en armes biologiques qui a rédigé la loi antiterroriste sur les armes biologiques de 1989 [[Biological Weapons Anti-Terrorism Act of 1989](#)], a souligné l'importance de telles propositions émanant du comité des crédits.

« C'est le comité qui compte à la Chambre lorsqu'il s'agit de tout financer », a déclaré M. Boyle au Defender. « C'est un bon premier pas, mais il n'est pas suffisant. »

« Même si nous ne payons pas nos cotisations à l'OMS et que nous interrompons le financement, a déclaré M. Boyle, nous resterons une partie contractante à la [constitution/au traité de l'OMS](#) et nous y serons liés. Nous devons donc mettre fin à notre participation à la Constitution/au traité de l'OMS. »

Le Congrès a l'autorité constitutionnelle pour le faire, a déclaré M. Boyle.

L'auteur et animateur de podcast Frank Gaffney, fondateur et président du Center for Security Policy et cofondateur de la [Sovereignty Coalition](#), a déclaré que la signification pratique du projet de loi « n'est pas claire pour l'instant », mais qu'il s'agit néanmoins d'un « premier pas important ».

« Cela fait maintenant partie du projet de loi qui est examiné et il faut le supprimer, plutôt que d'y ajouter quelque chose », a-t-il déclaré. « Il est plus facile de défendre une bonne législation que d'en modifier une mauvaise. »

Le [Dr David Bell](#), médecin de santé publique, consultant en biotechnologie et ancien directeur des technologies de santé mondiale chez Intellectual Ventures Global Good Fund, a déclaré que si l'OMS était « autrefois une force pour le bien », elle est aujourd'hui « devenue partie intégrante d'une tragédie ».

« Il est difficile d'envisager une solution sans défaire cette organisation détournée et sans travailler sur des moyens plus appropriés de coordonner la santé internationale », a déclaré M. Bell.

Soulignant l'ampleur du financement de l'OMS par le gouvernement américain - et les contribuables -, le journaliste indépendant [James Roguski](#) a déclaré au Defender : « En 2022, [les États-Unis ont fait don](#) de près de trois quarts de milliard de dollars à l'OMS, en plus des paiements que nous étions obligés de faire. »

Les propositions du comité interviennent alors que le ministère américain de la santé et des services sociaux (HHS) a organisé une série de « séances d'écoute » sur la proposition de traité de l'OMS sur les pandémies et les amendements au RSI, au cours desquelles de nombreux experts et activistes ont exprimé leur opposition à ces deux instruments.

Un nombre croissant de législateurs au Congrès ont également commencé à demander que les États-Unis cessent de financer l'OMS et se retirent de l'organisation. Plusieurs projets de loi présentant de telles propositions sont actuellement à l'étude au Congrès.

Soutenir les valeurs américaines en interdisant les programmes de « désinformation » et de « mésinformation »

Le projet de loi de crédits comprend ce qu'il décrit comme des « réductions des dépenses inutiles », y compris l'interdiction de financer des « organisations et programmes controversés », dont beaucoup impliquent des organismes des Nations unies (ONU) tels que l'OMS.

Parmi les autres « réductions des dépenses inutiles » proposées dans le projet de loi figure l'interdiction de financer l'Institut de virologie de Wuhan, [l'EcoHealth Alliance](#) et " toute [recherche sur le gain de fonction](#) », en plus de l'élimination du financement du budget ordinaire de l'ONU, que le [résumé du projet de loi](#) indique qu'il en résultera des « économies de 707 millions de dollars ».

La proposition met également « fin » à la participation du gouvernement américain à 18 programmes. Il s'agit notamment d'organisations telles que le Fonds des Nations unies pour l'environnement et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), ainsi que l'Organisation de coopération et de développement économiques et le [Forum économique mondial](#).

Selon le projet de loi, il « soutient les valeurs américaines » en « interdisant les [programmes de « désinformation » et de « mésinformation »](#) qui violent les droits à la liberté d'expression des citoyens américains ».

Le 23 juin, la proposition de loi a fait l'objet d'une « [évaluation par le sous-comité](#) » au sein du sous-comité de « [l'État, les opérations étrangères et les programmes connexes](#) », en référence à « l'étape formelle clé qu'un comité prend en fin de compte pour que le [projet de loi passe à l'étape](#) de la discussion ».

Au cours des [débats](#), plusieurs représentants ont fait part de leur point de vue sur la proposition de défaire l'OMS, tandis que la motion visant à ce que le projet de loi proposé soit transmis à la commission des crédits a été adoptée.

Le député Mario Díaz-Balart (R-Fla.) a déclaré que « l'inefficacité et les échecs flagrants des Nations unies et de leurs organes ne méritent pas d'être soutenus », tandis que la députée Kay Granger (R-Texas), présidente du comité des crédits, a déclaré que le projet de loi proposé « empêche le financement de programmes controversés ».

La députée Rosa DeLauro (D-Conn.) a déclaré que le projet de loi « abdique le leadership des États-Unis aux Nations unies et dans d'autres institutions multilatérales et internationales », y compris l'OMS.

Le passage du projet de loi du sous-comité constitue une première étape dans le [processus d'attribution des crédits au Congrès](#).

Le projet de loi fera ensuite l'objet d'un examen approfondi en comité, au cours duquel il pourra être amendé. Il peut ensuite être inscrit au calendrier du Congrès, ce qui conduit à son examen à la Chambre des représentants et au Sénat, au cours duquel d'autres amendements peuvent être proposés.

Les votes de la Chambre des représentants et du Sénat pourraient suivre. Les différences éventuelles entre les versions de la Chambre et du Sénat devront alors être résolues. Le projet de loi peut également être ajouté à d'autres textes législatifs en cours.

Finalement, le projet de loi pourrait arriver sur le bureau du président pour qu'il y appose sa signature – ou son veto.

La proposition de loi pourrait être examinée par le comité des crédits dès la semaine du 10 juillet, a indiqué au Defender une source au fait des procédures du comité, bien que cette date ne soit pas encore définitive.

L'OMS représente un « danger réel et actuel »

Alors que le comité de crédits envisage de supprimer le financement de l'OMS, le bureau des affaires mondiales du ministère de la santé et des services sociaux a organisé mercredi des « séances d'écoute des parties prenantes » sur le [projet de traité sur les pandémies](#). Auparavant, le 20 juin, le comité a tenu une séance d'écoute sur les [amendements proposés au RSI](#).

Le bureau des affaires mondiales du ministère de la santé et des services sociaux emploie au moins deux des [négociateurs américains pour les amendements au RSI](#).

Lors de la [séance d'écoute](#) de mercredi, Pamela Hamamoto, principale négociatrice des États-Unis pour le traité sur les pandémies, a déclaré :

« La pandémie de COVID-19 a confirmé que les menaces qui pèsent sur la santé mondiale exigent une coopération internationale rapide, efficace et soutenue. En appliquant les leçons tirées de la pandémie COVID-19 et d'autres efforts de réponse aux épidémies, nous visons à nous assurer que nous sommes mieux équipés lorsqu'une autre pandémie menace. »

Mme Hamamoto a ajouté : « L'administration ne soutiendra aucune mesure au sein de l'Organisation mondiale de la santé, y compris dans le cadre de ces négociations, qui saperait ou compromettrait de quelque manière que ce soit la souveraineté ou la sécurité des États-Unis. »

D'autres ont adopté un point de vue différent. Mme Lindley a déclaré au Defender que de nombreux « citoyens américains opposés au traité et à la prise de pouvoir de l'OMS » ont témoigné. « Le sentiment était que l'OMS représente un danger réel et actuel pour ce que nous représentons en tant qu'Américains. »

Mme Lindley est l'une des personnes qui ont [témoigné](#) mercredi. Elle a déclaré que le traité sur la pandémie « élargirait considérablement son autorité pour déclarer une autre pandémie » et imposerait « des obligations à respecter par tous les pays membres ».

« Ma demande est de quitter l'OMS », a déclaré Mme Lindley.

M. Roguski, qui a également témoigné mercredi, a qualifié les séances d'écoute de « mascarade à peine voilée », car le HHS a ignoré plus de 33 000 commentaires publics qu'il a reçus et qui s'opposaient à la participation des États-Unis à l'OMS, au traité sur les pandémies et aux amendements au RSI.

Il a demandé aux États-Unis de « mettre fin immédiatement à ces négociations » et de « dégraisser l'OMS ».

Les personnes qui ont témoigné lors de la [séance d'écoute du 20 juin](#) sur les amendements au RSI ont exprimé des sentiments similaires.

L'opposition politique à l'OMS s'intensifie

Ces dernières semaines, l'opposition à l'OMS se fait de plus en plus entendre au Congrès. [Plusieurs projets de loi ont été proposés](#) pour que les États-Unis cessent de financer l'OMS ou s'en retirent.

Il s'agit notamment des lois [H.R.79](#) (loi sur le retrait de l'OMS), [H.R.343](#) (loi sur le non-financement de l'Organisation mondiale de la santé par le contribuable), [H.R.1425](#) (loi sur l'absence de traité de l'OMS sur la préparation aux pandémies sans l'approbation du Sénat) et [S.444](#) (loi sur l'absence de traité de l'OMS sur la préparation aux pandémies sans l'approbation du Sénat).

Se référant à cette activité du Congrès, M. Norman a déclaré au Defender : « Nous devons nous dissocier de l'OMS... Ce pays risque de perdre sa souveraineté. Nous ne pouvons pas laisser faire cela en restant dans l'OMS. »

Le projet de loi qui semble bénéficier du plus grand soutien jusqu'à présent est le H.R.79, proposé par le [représentant Andy Biggs](#) (R-Ariz.), qui compte 49 coparrains.

Le 22 mai, le représentant Chris Smith (R-N.J.), président du [sous-comité chargée de la santé mondiale, des droits de l'homme et des organisations internationales](#) de la Chambre des représentants, a annoncé la tenue prochaine d'[auditions au Congrès](#) concernant le maintien de l'adhésion des États-Unis à l'OMS et leur participation au traité sur les pandémies et aux amendements au RSI en cours de négociation.

Messieurs Norman, Biggs, Smith et d'autres membres du Congrès se sont exprimés en faveur du financement et du retrait de l'OMS lors d'une [conférence de presse de la Sovereignty Coalition](#) le 17 mai.

M. Roguski a déclaré que « la simple suppression du financement de l'OMS est une réponse inadéquate », ajoutant que H.R.79 abrogerait la [résolution conjointe de 1948](#) par laquelle les États-Unis ont rejoint l'OMS, qui, selon lui, « aurait dû être déclarée inconstitutionnelle il y a 75 ans ».

« Si nous parvenons à faire en sorte que la loi Biggs soit annexée à la résolution budgétaire

ou à la résolution [other] et que M. Biden ne puisse pas opposer son veto, cela devrait suffire à nous protéger de l'État policier totalitaire de l'OMS, ainsi que de la suppression des fonds », a déclaré M. Boyle.

M. Bell a qualifié l'OMS de « serviteur d'intérêts privés et corporatifs » qui a adopté « un programme de gestion centralisée et autoritaire qui a tout à voir avec le profit de ses commanditaires et très peu avec la santé publique ».

« Aucune démocratie ne devrait confier le pouvoir sur son peuple à des intérêts privés et hostiles, ni soutenir des organisations qui s'efforcent d'appauvrir les gens au profit de quelques-uns. »

Michael Nevradakis, Ph. D.

La source originale de cet article est [The Defender](#)
Copyright © [Michael Nevradakis](#), [The Defender](#), 2023

Articles Par : [Michael Nevradakis](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca